— RÉPUBLIQUE FRANÇAISE —

DÉPARTEMENT DE LA SOMME — 3me CIRCONSCRIPTION

CANDIDAT



Roger CASTEL

Conseiller Général du canton de Moyenneville
Maire de Chepy
Président du S.I.Vo.M. de Moyenneville

SUPPLÉANT



Pierre BERNARD

Maire de Gauville
Président du S.I.Vo.M. de Poix-de-Picardie

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
DU 12 MARS 1978

ELECTRICES,
ELECTEURS,

Le résultat des élections législatives du 12 MARS 1978 constitue un enjeu déterminant pour l'avenir de la France.

Le climat d'agitation et de critique incessantes au milieu duquel travaille le gouvernement ne permet pas d'apprécier le travail déjà accompli. Tout n'est pas fait, loin de là, et le champ d'action reste vaste, mais il faut aussi tenir compte des difficultés économiques mondiales.

Il est temps que les Français retrouvent un climat plus serein et cherchent ce qui peut les unir plutôt qu'exalter ce qui les sépare.

DE NOS JOURS, LES VRAIS PROBLÈMES SONT D'ORDRE SOCIAL ET ÉCONOMIQUE.

Ils ne peuvent trouver de solution que dans une société dont les membres sont libres, responsables et solidaires les uns des autres.

Nous vous proposons un programme d'**UNION CONSTRUCTIVE** réalisable grâce à la bonne volonté de chacun.

Notre circonscription, composée de villages, de bourgs et de grosses communes est un milieu de choix dans la vie trépidante d'aujourd'hui et vous savez bien que les citadins envient nos bois, nos rivières, nos campagnes et la proximité de la mer. Il convient donc d'agir pour que ce pays puisse vivre et se développer, en harmonie avec le progrès de la France entière.

— **Les communes.** - Il faut qu'elles obtiennent des pouvoirs locaux renforcés et la maîtrise de leurs finances. Il faut y maintenir l'école, la poste, le commerce, les métiers traditionnels qui sont des éléments primordiaux de vie.

— **Les entreprises industrielles** Dans le climat particulièrement difficile actuel, il faut instaurer un dialogue véritable et vrai entre la direction et le personnel pour permettre à chacun de prendre conscience de ses responsabilités.

— **Les petites et moyennes entreprises** doivent avoir la possibilité de prospérer. Pour éviter les licenciements elles ont besoin d'une aide efficace au même titre que les entreprises de grande envergure.

UNION pour la DÉMOCRATIE FRANÇAISE

— L'emploi. Pour résoudre ce problème capital, il nous faut obtenir la décentralisation ou la création d'industries et promouvoir une meilleure politique d'aménagement du territoire en zone rurale.

— Le S.M.I.C. doit être revalorisé, certes, mais surtout progresser plus rapidement que le taux de croissance réel du revenu national.

— L'artisanat doit être maintenu et développé. En profitant d'aides et de techniques modernes, il peut et doit avoir une importance accrue.

— L'agriculture. - Défendre au maximum les petites cultures familiales en aidant l'exploitant à devenir ou à rester propriétaire de sa terre. Promouvoir l'installation d'industries agro-alimentaires qui assureront les débouchés et seront génératrices d'emplois pour notre région.

— Le commerce. - On y trouve contact et chaleur humaine. Si la « grande surface » a son utilité d'un certain point de vue, c'est le « petit commerce » qui maintient la qualité de la vie.

— La famille. - La mère de famille doit avoir un véritable statut avec salaire et retraite. Un « Revenu Familial Garanti » doit être instauré. Il tiendra compte du nombre et de l'âge des enfants, de la présence d'un ou deux parents, de l'existence d'un handicap.

— L'enfance malheureuse doit être l'objet de tous nos soins et de tous nos efforts.

— Le droit au logement pour tous sera facilité par l'Aide Personnalisée au Logement qui s'adapte au revenu, à la situation et au désir de chaque famille.

— Nos Aînés. - Pour leur permettre de rester dans leur maison, dans leur milieu, il faut créer, développer et améliorer les services publics à leur intention : facilités de transports, foyer de rencontres et de loisirs, aide-ménagère, soins à domicile.

— Nos jeunes. - Organiser la filière scolaire et universitaire avec un enseignement plus concret. Revaloriser le travail manuel. Encourager la renaissance d'une culture populaire. Aménager les loisirs qui doivent devenir accessibles à tous.

— Cadre de vie. - Nous vivons dans une région touristique parfaitement ignorée du public et de nos dirigeants. Nous avons, dans notre circonscription : les plages, la pêche, la chasse, les promenades, le camping, la voile, l'équitation, etc... Nous demanderons que les gîtes ruraux soient développés et que des crédits soient mis à la disposition des municipalités pour augmenter leur capacité d'accueil. Parralèlement, un gros effort doit être fait sur tout notre réseau routier qui ne profite, actuellement, que d'opérations fractionnées, alors qu'il faudrait un plan plus cohérent permettant des liaisons plus faciles tout en respectant les sites et les intérêts des habitants des communes concernées.

Entre l'ordre et l'agitation, entre la tradition et l'aventure, il apparaît une voie centrale qui n'est pas celle du compromis, mais celle de la poursuite d'utiles réformes. Il s'agit de changer la vie des Français sans détruire la France !

Un tel choix ne pourra être arrêté que si une majorité de Députés à l'Assemblée Nationale soutient, sans équivoque, l'action du Président de la République et de son Premier Ministre. Et ce choix, je vous demande de le faire avec moi **en votant, le 12 mars pour...**

Roger CASTEL

candidat d'Union pour la Démocratie Française

SUPPLÉANT :

Pierre BERNARD

GAMACHES - IMP. BRESLE ET VIMEU